A°. 1912.  N°. 42.

PUBLICATIE-BLAD.

BESLUIT,

bepalende de afkondiging van het op 9 December 1907 te Rome *gesloten verdrag tot oprichting van een internationaal gezondheidsbureau te* Parijs.

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Herlezen het schrijven d.d. 6 Juli 1912, Afd. A^1, N° 33/240, van den Minister van Koloniën, waaruit blijkt:

1° dat het op 9 December 1907 te *Rome* namens *België, Brazilië, Spanje, de Vereenigde Staten van Amerika, Frankrijk, Groot-Britannië en Ierland, Italië, Nederland, Portugal, Rusland, Zwitserland* en *Egypte* geteekend en bij de wet van 5 Februari 1912 (Staatsblad N° 23; Publicatieblad N° 41) goedgekeurd verdrag tot oprichting van een internationaal gezondheidsbureau te *Parijs* door de Koningin is bekrachtigd en dat de akten van bekrachtiging van de bovenvermelde Staten te *Rome* zijn nedergelegd;

2° dat de na te noemen landen tot het verdrag zijn toegetreden, te weten: *Servië, Britsch-Indië, Tunis, Peru, Mexico, Zweden, Australië, Perzië, Bulgarije, Canada, Algiers, Argentinië, Turkije* en *Bolivia*;

BESLUIT:

Te bepalen, dat bedoeld verdrag zal worden afgekondigd door plaatsing van dit besluit met den daaraangehechten afdruk van het verdrag en van de vertaling daarvan in het Publicatieblad.

Gegeven te Willemstad, den 27n. Juli 1912.

NUYENS.

De Gouvernements-Secretaris,
J. F. HAAIJEN.

Uitgegeven den 30n. Juli 1912.
De Gouvernements-Secretaris,
J. F. HAAIJEN.

Arrangement.

Les Gouvernements de la *Belgique*, du *Brésil*, de *l'Espagne*, des *Etats-Unis*, de la *République française*, de la *Grande Bretagne et d'Irlande*, de l'*Italie*, des *Pays-Bas*, du *Portugal*, de la *Russie*, de la *Suisse* et le Gouvernement de Son Altesse le Khédive *d'Egypte* ayant jugé utile d'organiser l'Office International d'Hygiène Publique visé dans la Convention sanitaire de Paris, en date du 3 décembre 1903, ont résolu de conclure un arrangement à cet effet et sont convenus de ce qui suit :

Art. I. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à fonder et à entretenir un Office International d'Hygiène Publique dont le siège est à Paris.

Art. II. L'Office fonctionne sous l'autorité et le contrôle d'un Comité formé de délégués des Gouvernements contractants. La composition et les attributions de ce Comité, ainsi que l'organisation et les pouvoirs du dit Office, sont déterminés par les statuts organiques qui sont annexés au présent arrangement et sont considérés comme en faisant partie intégrante.

Art. III. Les frais d'installation ainsi que les dépenses annuelles de fonctionnement et d'entretien de l'Office sont couverts par les contributions des Etats contractants établies dans les conditions prévues par les statuts organiques visés à l'article II.

Art. IV. Les sommes représentant la part contributive de chacun des Etats contractants sont versées par ces derniers au commencement de chaque année, par l'intermédiaire du Ministère des affaires étrangères de la République française, à la Caisse des dépôts et consignations à Paris, d'où elles seront retirées au fur et à mesure des besoins, sur mandats du Directeur de l'Office.

Art. V. Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'apporter, d'un commun accord, au présent arrangement les modifications dont l'expérience démontrerait l'utilité.

Art. VI. Les Gouvernements qui n'ont pas signé le présent arrangement, sont admis à y adhérer sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement Royal d'Italie, et par celui-ci aux autres Gouvernements contractants; elle comportera l'engagement de participer par une contribution aux frais de l'Office, dans les conditions visées à l'article III.

Art. VII. Le présent arrangement sera ratifié et les ratifications en seront déposées à Rome aussitôt que faire se pourra ; il sera mis à exécution à partir de la date à laquelle le dépôt des ratifications aura été effectué.

Art. VIII. Le présent arrangement est conclu pour une période de sept années. A l'expiration de ce terme, il continuera à demeurer exécutoire pour de nouvelles périodes de sept ans entre les Etats qui n'auront pas notifié, une année avant l'échéance de chaque période, l'intention d'en faire cesser les effets, en ce qui les concerne.

En foi de quoi les soussignés, à ce dûment autorisés, ont arrêté le présent arrangement qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Rome, le neuf décembre mil neuf cent sept, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement Royal d'Italie et dont des copies certifiées conformes seront remises, par la voie diplomatique, aux Parties contractantes.

Pour *la Belgique* :
(*L. S.*) E. Beco.
(*L. S.*) O. Velghe.

Pour *le Brésil* :
(*L. S.*) Dr. Egydio de Salles Guerra.
(*L. S.*) Dr. Henrique de Rocha Lima.

Pour *l'Espagne* :
(*L. S.*) Manuel de Tolosa Latour.
(*L. S.*) Pablo Soler.

Pour *les Etats-Unis* :

(*L. S.*) A. M. LAUGHLIN.

(*L. S.*) R. S. REYNOLDS HITT.

Pour *la France* :

(*L. S.*) CAMILLE BARRERE.

(*L. S.*) J. DE CAZOTTE.

(*L. S.*) ER. RONSSIN.

Pour *La Grande Bretagne*:

(*L. S.*) THEODORE THOMSON.

(*L. S.*) B. FRANKLIN.

Pour *l'Italie* :

(*L. S.*) ROCCO SANTOLIQUIDO.

(*L. S.*) ADOLFO COTTA.

Pour *les Pays-Bas*:

(*L. S.*) H. DE WEEDE.

Pour *le Portugal* :

(*L. S.*) M. DE CARVALHO E VASCONCELLOS.

Pour *la Russie* :

(*L. S.*) Baron KORFF.

Pour *la Suisse* :

(*L. S.*) J. B. PIODA.

Pour *l'Egypte* :

(*L. S.*) IBRAHIM NEGUIB.

(*L. S.*) MARC ARMAND RUFFER.

ANNEXE.

Statuts organiques de l'Office International d'Hygiène Publique.

Art. 1. Il est institué à Paris un Office International d'Hygiène Publique relevant des Etats qui acceptent de prendre part à son fonctionnement.

Art. 2. L'Office ne peut s'immiscer en aucune façon dans l'administration des différents Etats.

Il est indépendant des autorités du pays dans lequel il est placé.

Il correspond directement avec les autorités supérieures d'hygiène des divers Pays et avec les Conseils sanitaires. (1)

Art. 3. Le gouvernement de la République française prendra, sur la demande du Comité international visé à l'art. 6, les dispositions nécessaires pour faire reconnaître l'Office comme établissement d'utilité publique.

Art. 4. L'Office a pour objet principal de recueillir et de porter à la connaissance des Etats participants les faits et documents d'un caractère général qui intéressent la santé publique, et spécialement en ce qui concerne les maladies infectieuses, notamment le choléra, la peste et la fièvre jaune, ainsi que les mesures prises pour combattre ces maladies.

Art. 5. Les gouvernements font part à l'Office des mesures qu'ils prennent en vue d'assurer l'application des conventions sanitaires internationales. L'Office suggère les modifications qu'il pourrait être avantageux d'apporter aux dispositions de ces conventions.

Art. 6. L'Office est placé sous l'autorité et le contrôle d'un Comité international qui est composé de représentants techniques, désignés par les Etats participants, à raison d'un représentant pour chaque Etat.

---

(1) Il est entendu que le terme „Conseils Sanitaires" s'applique aux Conseils d'Alexandrie, de Constantinople, de Tanger, de Téhéran et à tous autres Conseils qui pourraient être chargés de l'application de conventions sanitaires internationales.

Il est attribué à chaque Etat un nombre de voix inversement proportionnel au numéro de la catégorie à laquelle il appartient en ce qui concerne sa participation aux dépenses de l'Office (Voir article 11).

Art. 7. Le Comité de l'Office se réunit périodiquement au moins une fois par an ; la durée de ses sessions n'est pas limitée.

Les membres du Comité élisent, par scrutin secret, un Président dont le mandat a une durée de trois ans.

Art. 8. Le fonctionnement de l'Office est assuré par un personnel rétribué comprenant :

un Directeur ;
un Secrétaire général,
les agents nécessaires à la marche de l'Office.

Le personnel de l'Office ne pourra remplir aucune autre fonction rétribuée.

Le Directeur et le Secrétaire général sont nommés par le Comité.

Le Directeur assiste aux séances du Comité avec voix consultative.

La nomination et la révocation des employés de toute catégorie appartiennent au Directeur qui en rend compte au Comité.

Art. 9. Les renseignements recueillis par l'Office sont portés à la connaissance des Etats participants par la voie d'un Bulletin ou par des communications spéciales qui leur sont adressées soit d'office, soit sur leur demande.

L'Office expose, en outre, périodiquement, les résultats de son activité dans des rapports officiels qui sont communiqués aux gouvernements participants.

Art. 10. Le Bulletin, qui paraît au moins une fois par mois, comprend notamment :

1º Les lois et règlements généraux ou locaux promulgués dans les différents pays concernant les maladies transmissibles;

2º Les renseignements concernant la marche des maladies infectieuses;

3º Les renseignements concernant les travaux exécutés ou les mesures prises pour l'assainissement des localités;

4º Les statistiques intéressant la santé publique;

5º Des indications bibliographiques.

La langue officielle de l'Office et du Bulletin est la langue française. Le Comité pourra décider que des parties du Bulletin seront publiées en d'autres langues.

Art. 11. Les dépenses nécessaires aux fonctionnement de l'Office, évaluées à 150 000 francs par an, sont couvertes par les Etats signataires de la Convention dont la contribution est établie suivant les catégories ci-après :

Première catégorie: Brésil, Espagne, Etats-Unis, France, Grande Bretagne, Indes britanniques, Italie, Russie..........	à	raison	de	25	unités;
Deuxième catégorie:............	,,	,,	,,	20	,,
Troisième catégorie : Belgique, Egypte, Pays-Bas,............	,,	,,	,,	15	,,
Quatrième catégorie: Suisse,.....	,,	,,	,,	10	,,
Cinquième catégorie:............	,,	,,	,,	5	,,
Sixième catégorie:..............	,,	,,	,,	3	,,

Cette somme de 150 000 francs ne pourra être dépassée sans le consentement des Puissances signataires.

Il est loisible à tout Etat de s'inscrire ultérieurement dans une catégorie supérieure.

Les Etats qui adhéreront ultérieurement à la Convention choisiront la catégorie dans laquelle ils désirent s'incrire.

Art. 12. Il est prélevé sur les ressources annuelles une somme destinée à la constitution d'un fonds de réserve. Le total de cette réserve, qui ne peut excéder le montant du budget annuel, est placé en fonds d'Etat de premier ordre.

Art. 13. Les members du Comité reçoivent sur les fonds affectés au fonctionnement de l'Office une indemnité de frais de déplacement. Ils reçoivent, en outre, un jeton de présence pour chacune des séances auxquelles ils assistent.

Art. 14. Le Comité fixe la somme à prélever annuellement sur son budget pour contribuer à assurer une pension de retraite au personnel de l'Office.

Art. 15. Le Comité établit son budget annuel et approuve le compte rendu des dépenses. Il arrête le règlement organi-

que du personnel, ainsi que toutes dispositions nécessaires au fonctionnement de l'Office.

Ce règlement ainsi que ces dispositions sont communniqués par le Comité aux Etats participants et ne pourront pas être modifiés sans leur assentiment.

Art. 16. Un exposé de la gestion des fonds de l'Office est présenté annuellement aux Etats participants après la clôture de l'exercice.

Pour *la Belgique*:

E. Beco.
O. Velghe.

Pour *le Brésil* :

Dr. Egydio de Salles Guerra.
Dr. Henrique de Rocha Lima.

Pour *l'Espagne* :

Manuel de Tolosa Latour.
Pablo Soler.

Pour *les Etats Unis*:

A. M. Laughlin.
R. S. Reynolds Hitt.

Pour *la France*:

Camille Barrere.
J. de Cazotte.
Er. Ronssin.

Pour *la Grande Bretagne*:

Theodore Thomson.
B. Franklin.

Pour *l'Italie* :

Rocco Santoliquido.
Adolfo Cotta.

Pour *les Pays-Bas*:

H. de Weede.

Pour *le Portugal*:
M. de Carvalho e Vasconcellos.

Pour *la Russie*:
Baron Korff.

Pour *la Suisse*:
J. B. Pioda.

Pour *l'Egypte*:
Ibrahim Neguib.
Marc Armand Ruffer.

Vertaling.

Regeling.

De Regeeringen van *België*, *Brazilië*, *Spanje*, *de Vereenigde Staten van Amerika*, *de Fransche Republiek*, *Groot Britannië* en *Ierland*, *Italië*, *Nederland*, *Portugal*, *Rusland*, *Zwitserland* en van Zijne Hoogheid den Kredive van *Egypte*, het nuttig geoordeeld hebbende over te gaan tot de oprichting van het internationaal Gezondheidsbureau, bedoeld in de Sanitaire Conventie van *Parijs* van den 3den December 1903,

hebben besloten te dien einde eene regeling te treffen en zijn overeengekomen als volgt:

Artikel I.

De Hooge Contracteerende Partijen verbinden zich een Internationaal Gezondheidsbureau te stichten en te onderhouden, waarvan de zetel te *Parijs* is.

Artikel II.

Het Bureau oefent zijne werkzaamheden uit onder het gezag en het toezicht van een comité, gevormd uit afgevaardigden der Contracteerende Regeeringen. De samenstelling en werkzaamheden van dat comité, alsmede de inrichting en bevoegdheid van het Bureau, worden bepaald door de organieke statuten, welke als bijlage aan deze regeling zijn toegevoegd en welke beschouwd worden als daarmede één geheel uit te maken.

Artikel III.

De kosten van inrichting, alsmede de jaarlijksche uitgaven voor de werking en het onderhoud van het Bureau worden gedekt door de bijdragen der Contracteerende Staten, vastgesteld onder de voorwaarden vermeld in de in artikel II bedoelde organieke statuten.

Artikel IV.

De bijdragen der Contracteerende Staten worden door dezen in den aanvang van elk jaar door tusschenkomst van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken der Fransche Republiek gestort in de Deposito- en Consignatiekas te *Parijs*, waaruit zij, naar gelang der behoeften, zullen worden betrokken op bevelschriften tot betaling van den directeur van het Bureau.

Artikel V.

De Hooge Contracteerende Partijen behouden zich de bevoegdheid voor om in gemeen overleg in deze regeling de wijzigingen te brengen, waarvan de ondervinding het nut heeft aangetoond.

Artikel VI.

De Regeeringen, welke deze regeling niet onderteekend hebben, kunnen op hunne aanvrage daartoe toetreden. Deze toetreding zal langs diplomatieken weg ter kennis der Italiaansche Regeering gebracht worden en door deze aan de andere Contracteerende Regeeringen; zij sluit in de verplichting om bij te dragen in de kosten van het Bureau, onder de voorwaarden, vermeld in artikel III.

Artikel VII.

De tegenwoordige regeling zal bekrachtigd worden en de akten van bekrachtiging zullen zoo spoedig mogelijk te *Rome* worden nedergelegd; zij zal in werking treden te rekenen van den dag dat de nederlegging der akten van bekrachtiging geschied zal zijn.

Artikel VIII.

De tegenwoordige regeling wordt gesloten voor een tijdvak van zeven jaren. Na het verstrijken van dien termijn zal zij van kracht blijven gedurende verdere tijdvakken van zeven jaren voor de Staten, welke niet één jaar vóór het verstrijken van elk tijdperk hun voornemen hebben te kennen gegeven, om voor zooveel hen betreft, hare werking te doen ophouden.

Ten blijke waarvan de ondergeteekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, de tegenwoordige regeling hebben vastgesteld en van hunne zegels voorzien.

Gedaan te *Rome*, den negenden December negentienhonderd en zeven, in één enkel exemplaar, hetwelk in de archieven van de Italiaansche Regeering zal blijven berusten en waarvan voor eensluidend gewaarmerkte afschriften langs diplomatieken weg aan de Contracteerende Partijen gezonden zullen worden.

Voor *België*:

(*L. S.*) E. Becq.
(*.L S.*) O. Velghe.

Voor *Brazilië*:

(*L. S.*) Dr. Egydio de Salles Guerra.
(*L. S.*) Dr. Henrique de Rocha Lima.

Voor *Spanje*:

(*L. S.*) MANUEL DE TOLOSA LATOUR.
(*L. S.*) PABLO SOLER.

Voor de *Vereenigde Staten*:

(*L. S.*) A. M. DE LAUGHLIN.
(*L. S.*) R. S. REYNOLDS HITT.

Voor *Frankrijk*:

(*L. S.*) CAMILLE BARRERE.
(*L. S.*) J. DE CAZOTTE.
(*L. S.*) ER. RONSSIN.

Voor *Groot-Britannië*:

(*L. S.*) THEODORE THOMSON.
(*L. S.*) B. FRANKLIN.

Voor *Italië*:

(*L. S.*) ROCCO SANTOLIQUIDO.
(*L. S.*) ADOLFO COTTA.

Voor *Nederland*:

(*L. S.*) H. VAN WEEDE.

Voor *Portugal*:

(*L. S.*) M. DE CARVALHO E VASCONCELLOS.

Voor *Rusland*:

(*L. S.*) Baron KORFF.

Voor *Zwitserland*:

(*L. S.*) J. B. PIODA.

Voor *Egypte*:

(*L. S.*) IBRAHIM NEGUIB.
(*L. S.*) MARC ARMAND RUFFER.

BIJLAGE.

Organieke statuten van het Internationaal Gezondheidsbureau.

Art. 1. Er is te Parijs opgericht een Internationaal Gezondheidsbureau, ressorteerende onder de Staten, welke zich verbinden daarvan deel uit te maken.

Art. 2. Het Bureau mag zich op geenerlei wijze mengen in het Bestuur der verschillende Staten.

Het is onafhankelijk van de overheden van het land, waarin het gevestigd is.

Het voert rechtstreeks briefwisseling met de hoogere gezondheidsautoriteiten in de verschillende landen en met de Gezondheidsraden. (1)

Art. 3. De Regeering der Fransche Republiek zal, op aanvrage van het Internationaal Comité, bedoeld in art. 6, de noodige maatregelen nemen ten einde het Bureau te doen erkennen als instelling van openbaar nut.

Art. 4. Het hoofddoel van het Bureau is het verzamelen en ter kennis brengen der Contracteerende Staten van feiten en bescheiden van algemeenen aard betreffende de openbare gezondheid, in het bijzonder wat besmettelijke ziekten aangaat, met name cholera, pest en gele koorts, alsmede de maatregelen, genomen ter bestrijding dier ziekten.

Art. 5. De Regeeringen geven aan het Bureau kennis van de door haar genomen maatregelen ter uitvoering van de internationale sanitaire conventies. Het Bureau geeft de wijzigingen aan, waarvan het aanbrengen in de bepalingen van die conventies aanbeveling zoude kunnen verdienen.

Art. 6. Het Bureau staat onder leiding en toezicht van

(1) De term „Gezondheidsraad" slaat op de Raden te Alexandrië, Constantinopel, Tanger, Teheran, en op alle andere Raden, welke belast zouden kunnen worden met de uitvoering van internationale sanitaire conventies.

een Internationaal Comité, hetwelk samengesteld is uit technische vertegenwoordigers, aan te wijzen door de Contracteerende Staten, naar reden van één vertegenwoordiger voor elken Staat. Aan elken Staat wordt een aantal stemmen toegekend, in omgekeerde verhouding tot het nummer der klasse, in welke hij gerangschikt is, wat betreft zijne bijdrage in de uitgaven van het Bureau. (Zie art. 11.)

Art. 7. Het Comité van het Bureau vergadert op gezette tijden ten minste éénmaal per jaar; de duur van elke zitting is onbepaald. De leden van het Comité kiezen bij geheime stemming een Voorzitter, wiens mandaat drie jaren duurt.

Art. 8. De werking van het Bureau wordt verzekerd door een bezoldigd personeel, bestaande uit:

een Directeur,

een Secretaris-Generaal,

de noodige beambten voor den dienst van het Bureau.

Het personeel van het Bureau mag geene andere bezoldigde betrekking bekleeden.

De Directeur en de Secretaris-Generaal worden door het Comité benoemd.

De Directeur woont de zittingen van het Comité bij met raadgevende stem.

De benoeming en het ontslag van alle, om het even welke beambten, geschiedt door den directeur, die daarvan rekenschap geeft aan het Comité.

Art. 9. De inlichtingen, door het Bureau verzameld, worden ter kennis van de Contracteerende Staten gebracht door middel van een ,,Bulletin'' of door afzonderlijke mededeelingen, welke hun, hetzij ambtshalve, hetzij op aanvraag, worden toegezonden. Bovendien geeft het Bureau op gezette tijden een overzicht van de uitkomsten zijner verrichtingen in officieele rapporten, welke aan de Contracteerende Staten worden toegezonden.

Art. 10. Het ,,Bulletin'', dat minstens éénmaal in de maand verschijnt, maakt in het bijzonder melding van:

1º. de wetten en reglementen van algemeenen en plaatselijken aard, betreffende aanstekelijke ziekten, uitgevaardigd in de verschillende landen;

2º. inlichtingen betreffende het verloop van besmettelijke ziekten;

3º inlichtingen betreffende de uitvoering van werken of maatregelen, genomen in het belang der plaatselijke gezondheid;

4º de statistieken, van belang voor de openbare gezondheid;

5º bibliographische aanwijzingen.

De Fransche taal is de officieele taal van het Bureau en van het Bulletin. Het Comité zal kunnen bepalen dat gedeelten van het Bulletin in andere talen zullen verschijnen.

Art. 11. De uitgaven, noodig voor de werking van het Bureau en geschat op 150 000 francs per jaar, worden gedragen door de Staten, welke de overeenkomst hebben geteekend en waarvan de bijdrage vastgesteld wordt volgens de hieronder volgende klassen:

1ste klasse: *Brazilië, Spanje, de Vereenigde Staten, Frankrijk, Groot-Britannië en Ierland, Britsch-Indië, Italië, Rusland*, naar reden van 25 eenheden;

2de klasse: naar reden van 20 eenheden;

3de klasse: *België, Egypte, Nederland*, naar reden van 15 eenheden;

4de klasse: *Zwitserland*, naar reden van 10 eenheden;

5de klasse: naar reden van 5 eenheden.

6de klasse: naar reden van 3 eenheden.

De hierboven bedoelde som van 150 000 francs mag niet overschreden worden zonder toestemming der Mogendheden, welke de overeenkomsten geteekend hebben.

Het staat elken Staat vrij, zich later in eene hoogere klasse te doen inschrijven. De Staten, die later tot de overeenkomst zullen toetreden, kiezen de klasse, in welke zij zich wenschen te doen inschrijven.

Art. 12. Van de jaarlijksche inkomsten wordt een bedrag ingehouden tot stichting van een reservefonds. Het totaal dier reserve, welke het bedrag der jaarlijksche begrooting niet mag overschrijden, wordt belegd in Staatsfondsen van den eersten rang.

Art. 13. De leden van het Comité ontvangen uit de gelden bestemd voor de werking van den dienst eene vergoeding voor reis- en verblijfkosten. Zij ontvangen buitendien presentiegeld voor elk zitting, welke zij bijwonen.

Art. 14. Het Comité stelt het bedrag vast, hetwelk jaarlijks op zijne begrooting zal worden uitgetrokken ter verzekering van een pensioen aan het personeel van het Bureau.

Art. 15. Het Comité stelt de jaarlijksche begrooting vast en keurt de rekening en verantwoording der uitgaven goed. Het stelt het organiek reglement betreffende het personeel vast, benevens alle maatregelen, noodig voor de werking van het Bureau.

Dat reglement, alsmede die maatregelen worden door het Comité medegedeeld aan de Contracteerende Regeeringen; zonder de toestemming dezer laatsten kunnen het reglement en de maatregelen niet gewijzigd worden.

Art. 16. Een overzicht over het geldelijk beheer van het Bureau wordt jaarlijks na de sluiting van het dienstjaar aan de Contracteerende Regeeringen aangeboden.

Voor *België*:
E. BECO.
O. VELGHE.

Voor *Brazilië*:
Dr. EGYDIO DE SALLES GUERRA.
Dr. HENRIQUE DE ROCHA LIMA.

Voor *Spanje*:
MANUEL DE TOLOSA LATOUR.
PABLO SOLER.

Voor *de Vereenigde Staten*:
A. M. LAUGHLIN.
R. S. REYNOLDS HITT.

Voor *Frankrijk*:
CAMILLE BARRERE.
J. DE CAZOTTE.
ER. RONSSIN.

Voor *Groot-Britannië*:
THEODORE THOMSON.
B. FRANKLIN.

Voor *Italië*:

Rocco Santoliquido.
Adolfo Cotta.

Voor *Nederland*:

H. van Weede.

Voor *Portugal*:

M. de Carvalho e Vasconcellos.

Voor *Rusland*:

Baron Korff.

Voor *Zwitserland*:

J. B. Pioda.

Voor *Egypte*:

Ibrahim Neguib.
Marc Armand Ruffer.